

# Le bilan à la mi-temps de l'équipe régionale

WALLONIE Le gouvernement MR-CDH est en place depuis un an

- Le 26 juillet 2017, les futurs partenaires déposaient une motion de méfiance au parlement.
- Il leur reste moins d'un an avant le coup de sifflet final.

## L'équipe

Les sélectionneurs s'appellent Benoît Lutgen (CDH) et Olivier Chastel (MR). Entre le 16 juin et le 25 juillet 2017, ils ont beaucoup parlé tactique, mais n'ont jamais perdu de vue la composition de l'équipe appelée à prendre le relais de l'attelage PS-CDH en bout de course. La philosophie : avec 18 mois de travail utile, pas de fioritures ou de surprise du chef.

Côté humaniste, le président a carrément fait dans la continuité après l'annonce du retrait, à ce niveau, de Maxime Prévot, le capitaine de l'aile centriste, si l'on ose dire. Carlo Di Antonio, René Collin et Alda Greoli, qui a un pied dans deux équipes (le règlement francophone le permet) : c'est du solide, de l'expérimenté, des vieux grognards de la pratique gouvernementale. Sur l'aile droite, Olivier Chastel a opté pour l'artillerie lourde. Les noms des sélectionnés se sont imposés : Willy Borsus, transféré du fédéral, Pierre-Yves Jeholet, déjà chef de groupe, Jean-Luc Crucke, un poids lourd qui ne s'en laissera pas compter par l'adversaire et Valérie De Bue, spécialiste utile des pouvoirs locaux.

Les libéraux ont dû apprendre vite alors que les équipiers du CDH jouaient à domicile depuis de longues années. Mais l'actualité (Publifin) ou les promesses à tenir (réforme fiscale) ont limité l'échauffement à la portion congrue. Dans le vestiaire de l'Elysette, les tiraillements ont parfois existé : ton assurance autonomie contre ma réforme fiscale. Mais le capitaine Willy Borsus a réussi à maintenir l'unité de l'équipe. Le ministre-président s'est mou-

lé dans la fonction avec aisance. C'est comme s'il avait toujours été là (il faut dire qu'il en a longtemps rêvé). La bonne surprise de ce casting se nomme Jean-Luc Crucke : le bouledogue parlementaire s'est mué en homme de dossiers infatigable et performant. Un marathonien.

## La tactique

La tactique mise au point par le MR et le CDH et appliquée sur le terrain wallon par le gouvernement Borsus-Greoli est simple voire simpliste : on fonce ! Le temps presse (une demi-législature, et encore...) et rien ne permet de dire que le public donnera son feu vert à des prolongations. Les nouveaux partenaires n'avaient pas toujours le choix, il est vrai : sur les questions de gouvernance, le rythme a été imposé par l'affaire Publifin-Nethys et les recommandations de la commission d'enquête.

Ailleurs, la coalition s'est imposé une course d'obstacles à travers sa déclaration de politique régionale. Avec une obsession : il faut marquer les esprits.

Et tant pis pour les amateurs de beau jeu (sous-entendu : on a vu ce que cela donnait avec les élections précédentes) ! Depuis un an, MR et CDH ont d'abord voulu faire dans l'efficace. Ils ont essayé en tout cas, en multipliant les annonces, les plans, les réformes, les projets dans une cacophonie qui a parfois donné le tournis aux observateurs. Pour la transformation de l'essai, il faudra parfois se montrer patient.

Les avis officiels rendus sur des dossiers sensibles n'ont pas toujours été tendres. L'opposition en a parfois

bavé, on songe à ce décret-programme façon assommoir. Parfois, la quête de performance a été omniprésente. Vitesse se confondait avec précipitation : c'était l'impression donnée par la réforme des points APE, jusqu'au revirement de ce mercredi.

E.D.

## Les adversaires

Face au bloc dominant (à une voix près ; du coup, le VAR est consulté en permanence), l'opposition n'a pas saboté la partie. A la moindre absence, elle aurait pu pratiquer l'antijeu, elle ne l'a pas fait, à cette exception notoire : la sortie de séance pour le vote du décret-programme, mais l'ambiance était devenue insupportable sur l'aire de jeu parlementaire. Pour le reste, MR et CDH ont joué sur du velours. Depuis un an, les socialistes ont dû apprendre à ne plus monopoliser le ballon. En Pierre-Yves Dermagne, ils ont trouvé un meneur de jeu brillant et constructif : le bilan du PS dans l'opposition, insiste-t-il à l'heure de la pause, ce sont d'abord 25 propositions constructives importantes (précarité énergétique, insertion, garantie locative...) qui prouvent que le fond de jeu est bien là.

Chez Ecolo, la tactique n'évolue guère : malgré un effectif réduit, on est sur toutes les balles ! En soulignant les avancées gouvernementales en matière d'écologie, mais en regrettant que la pelouse wallonne ne soit pas systématiquement d'un vert plus éclatant. Un acharnement qui suscite le respect.

E.D.

## Les résultats

Un an de travail, c'est la mi-temps pour le gouvernement wallon. L'occasion de respirer un coup et de dresser un premier bilan. Dans un communiqué diffusé ce mercredi, Willy Borsus, le capitaine d'équipe, évoque « *quarante réformes et une détermination intacte* ». La détermination ? On verra bien si elle résiste aux pressions nées de deux échéances électorales successives. Quant aux réformes, ne mélangeons pas tout...

La disparition de la télé-redevance, d'accord : un joli tir dans la lucarne, personne n'a bronché, chapeau ! Mais la réforme des aides à l'emploi, l'assurance autonomie ou le plan wallon d'investissement feront connaître leurs effets réels dans des délais assez longs. Et c'est bien connu : l'amateur de beau jeu qui ne voit rien venir a vite tendance à s'agacer dans les tribunes populaires ou au café du commerce.

Sans compter avec ces promesses d'une équipe virevoltante qui dribble comme Dries Mertens (le service garanti dans les TEC), qui contourne l'adversaire comme Kevin De Bruyne (la fin des objets en plastique à usage unique) ou qui efface le défenseur grâce à un grand pont comme Eden Hazard (12.000 places dans les maisons de repos)... C'est bien beau, mais il ne faut pas oublier que le spectateur neutre attend surtout du concret : des buts.

La plupart d'entre eux pourraient bien tomber lors du match retour, après les élections de 2019. Borsus, Greoli et les autres espèrent être toujours dans la sélection, histoire de gonfler leur palmarès.

## Les perspectives

La politique façon TGV laisse des traces. La tactique du rouleau-compresseur aussi. C'est bien beau d'étouffer l'interlocuteur ou l'adversaire sur le terrain de jeu, mais les excès de domination ne sont pas toujours appréciés. C'est bien connu : dans l'arène politico-médiatico-électorale, le plus grand nombre se tourne souvent vers le petit, le sans-grade, la victime...

A qui songe-t-on ? Aux partenaires sociaux qui se plaignent du manque de fair-play de la majorité sur des dossiers symboliques comme l'emploi, à travers la gestion du Forem, ou la concertation à travers les instances officielles que l'exécutif précédent avait institué en force de propositions. A l'opposition politique aussi, qui a été bien mal payée en fin de session avec cette histoire de décret-programme obèse, alors qu'elle a évité de donner des coups sous la ceinture à une majorité rikiki qui peinait parfois à être en nombre, et frôlait l'exclusion (ce qui finit par arriver). Songeons enfin aux citoyens, ces amateurs de la politique wallonne qui observent les gesticulations des pros de l'Elysette ! La fiscalité reste stable, c'est une chose. Mais il faudra un jour payer l'assurance autonomie. Les emplois financés par les aides APE ne sont plus assurés à 100 %, et les services qu'ils rendent à la population non plus. Les pouvoirs locaux et la proximité qu'ils incarnent au profit de tous sont aux abois. Gare à l'envahissement de terrain au coup de sifflet final de l'arbitre !

E.D.

## APE Jeholet se donne du temps

Si ce n'est pas un recul, cela y ressemble quand même beaucoup : le ministre wallon de l'Emploi Pierre-Yves Jeholet (MR) vient d'annoncer un report au 1<sup>er</sup> janvier 2020 de la phase transitoire de la réforme des aides à l'emploi APE, qui nourrit la polémique depuis plusieurs mois au sud du pays. A l'origine, cette phase transitoire devait débiter le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Attention ! La réforme en tant que telle n'est pas enterrée, ni postposée : son application définitive reste maintenue au 1<sup>er</sup> janvier 2021. La phase transitoire qui devait permettre aux 4.000 employeurs (pouvoirs locaux et non-marchand pour l'essentiel) et aux 60.000 travailleurs concernés de s'adapter passe donc de deux à un an. Autrement dit : le système actuel, celui des « points » appelé à disparaître, vivra jusqu'au 31 décembre 2019. D'ici là, rien ne change !

### Temporisation

Le mot le plus adéquat pour qualifier cette décision est peut-être « temporisation ». Comme l'avait encore démontré notre récente interview du syndicaliste Thierry Bodson (FGTB), le débat risquait bien de rebondir en septembre (voir *Le Soir* du 23 juillet). Au printemps déjà, les syndicats avaient réussi à mettre dans les rues de Namur plusieurs milliers de personnes opposées à la réforme. Difficile de soutenir à nouveau une telle pression à un mois des élections communales alors que les pouvoirs locaux sont de gros employeurs APE.

La temporisation va bien au-delà des communales, elle sera aussi valable en vue des élections régionales de mai 2019. Le gouvernement MR-CDH a manifestement opté pour la prudence la plus élémentaire : ce dossier en forme de bombe à fragmentation en raison du nombre de personnes concernées risquait bien de pourrir les deux campagnes électorales successives de la majorité.

En gelant le dossier, Pierre-Yves Jeholet reconnaît qu'il veut « éviter toute précipitation au détriment des bénéficiaires des services et des travailleurs ». En fait, chaque employeur attend de connaître le montant exact de l'aide forfaitaire dont il bénéficiera et qui remplacera les fameux points APE. Chacun retient son souffle, même si le gouvernement rejette l'idée d'un bain de sang social.

L'exécutif se donne du temps pour informer pleinement les secteurs concernés et, souligne le ministre, pour permettre « aux employeurs de se préparer en meilleure connaissance de cause aux nouvelles modalités de la période transitoire et des dispositifs qui seront activés par les ministres fonctionnels pour pérenniser les aides dans les politiques structurelles adéquates. » ■